

MATRICE D'ACTION
Besoins de réformes économiques et d'assistance technique liée au commerce

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance (AT)	AT existante	AT à fournir
<i>Sélection de réformes prioritaires clés</i>							
Action 1 : Améliorer la facilitation du commerce (voir actions spécifiques ci-dessous)	La plus élevée	Port Douane, CCIB	1-2 ans qui viennent	Compétition dans la manutention, réduction des délais au port et à la douane, informatisation complète des opérations au port et à la douane	Expert en facilitation portuaire, Expert en douane et transit		
Action 2 : Concevoir un plan pour consolider les institutions d'appui à l'exportation et à l'investissement en une seule agence de promotion de l'exportation et de l'investissement (APEI)	Élevée	commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	sur les prochains mois et réaliser en un an	Plan stratégique détaillé élaboré avec la participation du secteur public privé pour promouvoir la diversification des exportations (agriculture, pêche, tourisme)	Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	
Action 3 : Améliorer le cadre légal, juridique et réglementaire pour accroître les investissements et le commerce	Élevée	Ministère de la justice, de l'énergie, des postes et télécommunications, Secteur Privé	1-2 ans qui viennent	Registre cadastral, titre foncier unique et reconnu ; Sélection du partenaire stratégique pour les compagnies de téléphone et d'électricité à restructurer	Experts en titre foncier, Juristes ; Experts en énergie et en privatisation	Banque mondiale ; UE,	
Action 4 : Réformes du secteur cotonnier (voir actions spécifiques ci-dessous)	Élevée	Ministère de l'Agriculture, CMDT, Ministère des Finances	1-2 ans qui viennent	Poursuite privatisation SONAPRA, réforme du système de fixation des prix	Services d'une Banque d'affaires	Banque mondiale, AFD,	
Action 5 : Renforcer l'intégration régionale et le rationaliser le commerce avec le Nigeria	Moyenne	Ministère du Commerce, CCIB, Ministère du plan, Ministère des Finances, Présidence		Réduction du nombre de barrages et d'escortes ; réduction de la fraude et de la contrebande	Experts en douanes/transit		

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Cadre macroéconomique</i>							
<i>Objectif 1 : Assurer une plus grande stabilité macroéconomique</i>							
Action 1 : Continuer à respecter les critères de convergence de l'UEMOA	Élevée	Ministère des finances, Ministère du plan	En cours	Indicateurs Commission de l'UEMOA			
Action 2 : Réduire la dépendance envers les taxes sur les échanges	Moyenne	Ministère des finances	Prochaines années	Recettes fiscales et recours accru à la TVA	Consultations avec le FMI	FMI	
Action 3 : Simplifier les opérations douanières ; améliorer l'administration fiscale et élargir la base d'imposition	Moyenne	Ministère des finances	Prochaines années	Élargissement la base de données des contribuables			
Action 4 : Consolider la gestion des dépenses et la maîtrise des dépenses non essentielles	Moyenne	Ministère des finances	Prochaines années	Réduction des indicateurs de dépenses non essentielles	Consultations avec le FMI	FMI	
Action 5 : Suivre l'évolution des taux de change réel au niveau bilatéral et multilatérale pour évaluer la compétitivité macroéconomique, Continuer à respecter les critères de convergence de l'UEMOA	Moyenne	BCEAO, Ministère des finances, Secteur Privé	En cours	Indicateurs des taux de change réel	Statisticiens, économistes	FMI	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Compétitivité internationale et climat des affaires :							
Objectif 1 : Réduire les coûts d'exploitation							
Action 1 : Réduire les coûts des facteurs et améliorer les services d'électricité et de télécommunications	Élevée	Ministère de l'énergie, Ministère des postes et télécommunications	En cours	Prix de l'électricité, fréquence des coupures, couverture. Prix du téléphone, fréquence des coupures	Experts en énergie et en privatisation	Banque mondiale	
Action 2 : Réduire les taux de TVA et de l'impôt sur le revenu des sociétés et améliorer le système de collecte de la TVA	Élevée	Ministère des finances	En cours	Augmentation du nombre de déclarants et de bénéficiaires	Fiscalistes	FMI	
Compétitivité internationale et climat des affaires :							
Objectif 2 : Minimiser le risque commercial							
Action 1 : Améliorer la protection des droits de propriété	Élevée	Ministère de la justice	Prochaines années		Juristes		
Action 2 : Réformer le titre foncier	Élevée	Ministère de la justice	1-2 ans	Registre cadastral unique et titres fonciers reconnus	Juristes		
Action 3 : Réformer le système judiciaire et établissement d'un tribunal du commerce.	Élevée	Ministère de la justice	Prochaines années	Amélioration de la formation des juges ; fonctionnement effectif du tribunal du commerce	Juristes et experts légaux		
Compétitivité internationale et climat des affaires							
Objectif 3 : Réduire les obstacles à concurrence							
Action 1 : Améliorer le système de promotion des investissements	Élevée	Ministère du commerce, CPI, Investisseurs privés, Secteur Privé		Révision du code des investissements, simplifié et harmonisé au sein de l'UEMOA			
Action 2 : Mettre en oeuvre la loi sur la concurrence	Élevée	Ministère du commerce ; Secteur Privé	1-2 ans	Appliquer les règles de l'UEMOA sur la concurrence	Juristes		

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Action 3 : Libéraliser le droit du travail pour réduire les coûts de licenciement des travailleurs	Moyenne	Ministère de la justice, Ministère du travail		Application des dispositions de l'UEMOA; réduction du nombre de conflits légaux entre travailleurs et employeurs	Juristes		

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Facilitation des échanges:							
Objectif 1 : Améliorer la qualité des services du port							
Action 1 : Accélérer le processus d'amélioration du plan directeur, du plan zoning et leur mise en œuvre	Élevée	Port	- Amélioration : fin 1 ^{er} trimestre - Mise en œuvre : début 2 ^{ème} trimestre	Plan de circulation, servitude, signalisation, facilitation du trafic	Consultations avec le secteur privé		
Action 2 : Renforcer la sécurité au port	Élevée	MTPT (Port) MISD (Force de sécurité Publique) Ministère de la Défense	Immédiatement	Nombre de plaintes liées au cas de vol	Assistance technique en matière de gestion portuaire	CNUCED	
Action 3 : Améliorer l'informatisation du port	Moyenne	Port	Prochaines années	Connexion des divers services du port par un réseau informatique ; création d'un site Internet	Spécialiste des technologies de l'information	CNUCED	
Action 4 : Améliorer la gouvernance du port	Moyenne	Port, Ministère des transports	Un an	Révision des lois régissant le port pour lui accorder plus d'autonomie et donner un rôle accru au secteur privé	Représentants des autres ports, connaissance des pratiques optimales appliquées ailleurs	Banque mondiale	
Facilitation des échanges:							
Objectif 2 : Améliorer les infrastructures portuaires							
Action 1 : Déplacer les dépôts pétroliers à l'extérieur du port	Moyenne	Port, sociétés pétrolières, Ministère des transports, MMEH	A moyen terme	Voir le plan directeur et le plan zoning			
Action 2 : Accroître la capacité des entrepôts fermés et en plein air, quais plus utilisables	Moyenne	Port Secteur privé	Immédiatement	Temps de séjour des navires, volume du trafic	Partenariat secteur public secteur privé		

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Action 3 : Poursuivre la libéralisation de la manutention, revoir le fonctionnement et les attributions du Conseil National des Chargeurs du Bénin (CNCB).	Élevée	MTPT (Direction de la marine marchande), Secteur Privé	Un an	Abolir les faux frais imposés et les 10 000 FCFA perçus	Partenariat secteur public secteur privé		
Action 4 : Agrandir et améliorer le stationnement des camions	Élevée	Port	Immédiat	Plus d'espaces de stationnement, moins de camions dans les zones non désignées	Partenariat secteur public secteur privé		
Facilitation des échanges:							
Objectif 3 : Améliorer l'administration douanière							
Action 1 : Diagnostic intégral des pratiques douanières actuelles	Élevée	Ministère des Finances et de l'Economie (Douane)	Un an	Rapport sur les pratiques douanières conforme aux outils éprouvés de l'OMD	Experts en douanes		
Action 2 : Poursuivre l'Informatisation de la douane	Élevée	Douanes	Un an	Mise en oeuvre intégrale du système SYDONIA++ et élimination de toute saisie manuelle des données	Experts en douanes	FMI	
Action 3 : Méthodes de paiement en douanes	Élevée	Douanes	Prochaines années	Éliminer tous les paiements un espace au-delà d'un certain seuil, développer des transferts électroniques de fonds	Experts en douanes	FMI	
Action 4 : Douanes et port: Rendre le guichet unique opérationnel afin qu'un paiement unique couvre tous les services portuaires	Élevée	Douanes, port,	Un an	Réduire le nombre de documents et de paiement nécessaires pour sortir du port	Experts en douanes	FMI	
Action 5 : Douanes: Mieux cibler les inspections	Élevée	Douanes	Immédiat et en cours	Réduction du nombre des inspections sur la base de critères soigneusement établis	Experts en douanes	FMI	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Facilitation des échanges:</i>							
<i>Objectif 4 : Améliorer la bonne gouvernance de l'administration douanière</i>							
Action 1 : Réviser la stratégie de lutte contre la contrebande et la corruption pour cibler les réseaux de grande envergure	Élevée	MFE (Douane) ; MISD ; MJLDH	Immédiat et en cours	Poursuites judiciaires contre les grands réseaux de contrebande connus	Experts en douanes	FMI	
Action 2 : Partager les informations avec les autorités fiscales et avec d'autres pays et introduire des pratiques de gestion des risques	Élevée	Douanes, Ministère des finances, Douanes au Nigeria et dans d'autres pays adjacents de in l'UEMOA et de la CEDEAO	Immédiat et en cours	Lancer des pourparlers et établir un système de consultation	Experts en douanes	FMI	
Action 3 : Créer un nouvelle éthique et motiver le personnel douanier	Élevée	MFE (Douane) ; MFPTRA ; Présidence de la République ; MJLDH	Prochaines années	Nouveau système de rémunération et de sanction des agents corrompus	Experts en douanes	FMI	
Action 4 : Réduire le nombre de barrages sur les routes, éliminer les escortes de douanes et de police, et assainir le système de transit	Élevée	MFE (Douane) ; MISD (Police)	Immédiat	Diminution du nombre de barrages et d'escortes	Experts en douanes/transit	FMI	
Action 5 : Mieux utiliser les services d'inspection avant expédition (IAE) et abolir le pouvoir discrétionnaire en matière de sous-évaluation	Moyenne	MFE (Douane)	Immédiat et en cours	Respect des évaluations IAE, couverture accrue de ses opérations	Experts en douanes	FMI	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Facilitation des échanges :</i> <i>Objectif 5 : Divers.</i>							
Action 1 : Construction et entretien des infrastructures routières et pistes rurales	Élevée	MTPT (DGTP)	Immédiat et en cours	Linéaires de routes entretenues et/ou construites Linéaires de pistes rurales construites et/ou entretenues	Financement des bailleurs de fonds	?	
Action 2 : Mise en concession de l'OCBN	Moyenne	Ministère des transports	Immédiat	Processus de mise en concession achevé et amélioration des infrastructures ferroviaires	Experts ferroviaires		
Action 3: Sécurisation des corridors béninois	Elevée	MTPT-MISD	Immédiat	Nombre de braquages	Expert en sécurité		

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Institutions d'appui au commerce :							
Objectif 1 : Établir une seule agence de promotion des exportations et des investissements							
Action 1 : Les institutions d'appui au commerce doivent être fusionnées en une seule agence de promotion des exportations et des investissements (APEI)	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	Planifier sur les prochains mois et réaliser en un an	Liquidation des organismes peu performants et fusion des autres	Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	
Action 2 : Le responsable de l'APEI doit avoir une grande envergure et un rang de ministre	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	Prochains mois	Nomination du responsable de l'APEI, qui bénéficie d'un soutien solide de la Présidence			
Action 3 : L'APEI doit gérer un fonds de promotion des exportations stratégiques et des investissements	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	1-2 ans	Financement relais initial par les bailleurs de fonds ; suite du financement par les taxes prélevées sur les importations ont on compte	Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Action 4 : Le personnel de l'APEI doit être composé de professionnels du secteur privé	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs	Planifier sur les prochains mois et réaliser en un an	Nouveaux employés ayant de l'expérience dans le secteur privé	Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	
Action 5 : L'APEI doit travailler en étroite collaboration avec le personnel de la DCE et avec d'autres responsables des ministères du secteur privé	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	En cours	Réunions régulières des responsables chargés de la politique économique et du commerce international	Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	
Action 6 : L'APEI doit aider les entrepreneurs à accéder au crédit	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	En cours		Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	
Action 7 : Établir un programme national de renforcement des capacités pour les négociations commerciales, les entrepreneurs et les gestionnaires et renforcer la capacité des organisations du secteur privé	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	En cours	Programme de renforcement des capacités des organisations du secteur privé et des entrepreneurs des PME.	Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Action 8 : Ouvrir un ou deux bureaux de représentation commerciale du Bénin à l'étranger	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	En cours		Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	
Action 9 : Jouer un rôle primordial dans la recherche des mesures correctives pour éliminer les contraintes et les obstacles à l'exportation	Élevée	Ministère du commerce, Ministère du plan, Ministère des finances, Présidence, groupes de producteurs, Secteur Privé	En cours		Conseiller principal résident en promotion des échanges et consultants court terme	Banque mondiale, CNUCED, CCI, OMC	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Exportation du produit traditionnel : le coton</i>							
<i>Objectif 1 : Faire avancer les réformes intérieures</i>							
Action 1 : Renforcer et appuyer les nouvelles organisations de producteurs	Très Élevée	Ministère de l'agriculture, organisations de producteurs, Ministère chargé de l'alphabétisation	En cours	Marginalisation des organisations parallèles d'égreneurs, de fournisseurs d'intrants et d'agriculteurs	Financement et Appui technique	Banque mondiale	
Action 2 : Sanctionner le comportement opportuniste des agents dissidents travaillant en marge des règles établies ; appliquer rigoureusement les décrets interministériels de 2003	Élevée	Ministère de l'agriculture, Ministère de la justice, organisations de producteurs	Immédiat	Interdiction et répression des groupements villageois ; Associations professionnelles d'égreneurs et de fournisseurs d'intrants qui violent les règles			
Action 3 : Progresser vers un système où le prix du coton graines et des intrants est fixé par les forces du marché	Élevée	Ministère de l'agriculture, organisations de producteurs	Prochaines années	Augmentation du ratio des prix à la production par rapport aux prix mondiaux	Experts en agriculture	Banque mondiale	
Action 4 : Privatiser la SONAPRA en veillant à ce que son rôle de surveillance du secteur soit confié à d'autres organismes	Moyenne	Ministère des finances, Ministère du Plan ; MAEP ; MICPE	Prochaines années	Cession de la SONAPRA	Experts en privatisation	FMI, Banque mondiale	
Action 5 : Créer les conditions nécessaires pour accroître la transformation locale du coton brut (textiles, vêtements, huile de coton)	Très Élevée	Ministère du commerce	En cours	Restructuration, Amélioration générale du climat des affaires (voir ci-dessus) ; privatisation des usines textiles appartenant à l'État	Financement et appui technique		MAEP, CCIB, MICPE

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Exportation du produit traditionnel : le coton.</i>							
<i>Objectif 2 : Continuer à militer pour une réduction des subventions cotonnières.</i>							
Action 1 : Travailler à la réduction des subventions des pays développés, de concert avec d'autres pays africains producteurs de coton	Élevée	Ministère du commerce, MAEP et Acteurs non gouvernementaux	En cours	Négociations dans le cadre de l'OMC, poursuite de la collaboration avec d'autres pays d'Afrique de l'Ouest	Spécialistes des négociations commerciales	OMC, CNUCED, CCI	
<i>Exportation du produit traditionnel : le coton.</i>							
<i>Objectif 3 : Maximiser les recettes provenant de la filière coton.</i>							
Action 1 : assurer la prestation de services publics aux agriculteurs : routes rurales, recherche, etc.	Élevée	Ministère de l'agriculture, organisations de producteurs	Immédiat et en cours	Percevoir des frais auprès de tous les utilisateurs comme prévu ; sanctionner les réfractaires			MTPT ; Transporteurs ; ONG
Action 2 : Créer un mécanisme de stabilisation (environnement réglementaire et financier) permettant au secteur cotonnier de se protéger contre les fluctuations du prix sur les marchés internationaux.	Elevé	Ministère des finances, Ministère du commerce, Banque centrale ; MAEP	Immédiat	Préparation de la législation relative aux instruments modernes de gestion des risques			Organisations professionnelles

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Exportation de produits non traditionnels</i>							
<i>Objectif 1 : Accroître les exportations de produits agricoles non traditionnels</i>							
Action 1 : Renforcer les organisations de producteurs pour accroître leur pouvoir de négociation et réduire les coûts de transaction/susciter l'intérêt d'autres organisations commerciales équitables afin de trouver d'autres débouchés.	Élevée	Ministère de l'agriculture	Immédiat et en cours	Création d'une organisation de producteurs de noix de cajou ; renforcement de l'organisation des producteurs d'ananas	Spécialistes des produits	Banque mondiale, ADEX, autres institutions d'appui	
Action 2 : Fournir aux agriculteurs de l'assistance technique sur le contrôle de la qualité, les normes, la commercialisation, le crédit, les intrants, la promotion de nouveaux produits agricoles, les crevettes et le tourisme.	Élevée	Ministère de l'agriculture	Immédiat et en cours	Amélioration du contrôle de la qualité pour tous les produits, surtout les crevettes et les produits de la pêche ; accès au crédit et aux marchés étrangers	Spécialistes des produits et des procédés		
Action 3 : Améliorer les infrastructures rurales	Élevée	Ministère de l'agriculture	Immédiat et en cours	Amélioration des routes rurales et des installations d'entreposage	Financement par les bailleurs de fonds	Banque mondiale, PNUD (?), MCA	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Exportation de produits non traditionnels</i>							
<i>Objectif 2. Promouvoir le secteur agro-industriel, la production et l'exportation des crevettes et le tourisme</i>							
Action 1. Développer la transformation des fruits locaux, des noix de cajou et des légumes à travers l'amélioration de l'environnement des affaires comme décrit ci haut et une assistance technique aux investisseurs potentiels et producteurs	Élevée	Ministère du Commerce, MCAT, Secteur Privé, Institutions d'Appui au commerce	Immédiat et en cours	Investissements accrus dans la transformation agro-industrielle, accroissement des exportations de jus de fruits, de légumes, le karité, etc.	Spécialistes des produits	CIT, Banque mondiale, PNUD, CNUCED, bailleurs bilatéraux ADEX	
Action 2: Accroître la production et les exportations de crevettes en améliorant les normes sanitaires pour satisfaire les critères de l'UE a travers une accréditation une mise a niveau des laboratoires et des procédures de tests.	Élevée	Ministère de l'Agriculture, CCIB	Immédiat et en cours	Relance des exportations de crevettes vers l'UE	Appui financier et matériel dans la mise en place de laboratoires accrédités et des procédures de tests	UE, Programme UEMOA	
Action 3: Développer le secteur touristique: - Aménager une section de la cote pour un complexe hôtelier/ touristique a Ouidah, Porto Novo, Abomey - Lancer un appel d'offre pour sélectionner un développeur; - Promouvoir le festival vodou et créer des festivals culturels et musicaux	Elevée	Ministère du Tourisme	Prochaines années	Accroissement du nombre de touristes	Expert/ consultant en tourisme		CNUCED

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Intégration régionale.</i>							
<i>Objectif 1 : Promouvoir le commerce régional et mondial ; réduire le commerce non officiel avec les pays voisins.</i>							
Action 1 : Régulariser le commerce avec le Nigeria	Élevée	Présidence, Ministère des finances, Ministère du commerce, Douanes	Immédiat	Négociation de nouveaux accords sur le transit et la réexportation ; promouvoir les échanges officiels		CEDEAO	
Action 2 : Rationaliser les exonérations de droits	Élevée	Ministère du commerce	Le plus rapidement possible	Octroi et suivi plus approfondis des exonérations. Réévaluation de la zone de libre-échange	Consultants en politique commerciale	CCI, CNUCED, Banque mondiale	
Action 3 : Développer les échanges intra-UEMOA après avoir identifié et éliminé les obstacles qui persistent	Moyenne	Ministère du commerce, CCIB	Prochaines années	Commerce intra-régional	Consultations avec les partenaires		
Action 4 : Promouvoir le commerce au sein de la CEDEAO en travaillant avec les partenaires de la CEDEAO pour appliquer les accords	Moyenne	Ministère du commerce	Prochaines années	Commerce intra-régional	Consultation avec les partenaires		

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
<i>Assistance technique/Renforcement des capacités au ministère du Commerce</i>							
<i>Objectif 1 : Améliorer la capacité du Ministère du commerce de coordonner, d'exécuter et de suivre la progression des réformes proposées</i>							
Action 1 : Renforcer la capacité du Ministère du commerce de formuler et d'exécuter la politique commerciale ; assurer la formation du personnel ; acheter les équipements et les véhicules essentiels	Élevée	Ministère du commerce, Douanes, CCIB		Préparation d'un plan de restructuration du Ministère ; la réalisation du plan ; établissement du calendrier de formation du personnel ; préparation d'un inventaire détaillé des besoins en équipements et en véhicules.	Experts extérieurs pour identifier et vérifier les besoins ; formateurs extérieurs en politique commerciale ; accroître la participation à la formation dispensée par l'institut de l'OMC.		
Action 2 : Renforcer les capacités du Ministère du Commerce et de l'industrie en matière de négociation internationale et de stratégie.	Élevée	Ministère du commerce	Le plus rapidement possible	Renforcement des institutions, augmenter le nombre de fonctionnaires ayant une expertise en matière de négociation commerciale	Experts pour identifier et confirmé les besoins ; formateurs en systèmes informatiques + formation	CCI, CNUCED et OMC dans le cadre du JITAP	
Action 3 : Améliorer la qualité et les délais de diffusion des statistiques officielles du commerce	Moyenne	Ministère du commerce, CCIB, INSAE	6 mois	Diffusion de données plus complètes sur les réexportations et le transit ; amélioration des délais de diffusion des données.		CCI, CNUCED, Banque mondiale	

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Objectif 2 : Appliquer les accords de l'OMC et maximiser les avantages des autres accords internationaux (EBA, AGOA).							
Action 1 : Établir un inventaire détaillé de la législation existante de l'OMC ; les domaines visés seraient notamment les consolidations tarifaires, l'écart entre le tarif consolidé et le tarif appliqué, l'évaluation en douane et les normes de l'OMC	Moyenne	Ministères du commerce, de la justice, des relations extérieures et des finances	Immédiat	Achèvement de l'inventaire, en mettant l'accent sur les écarts existants	Expert international sur les accords de l'OMC + formation		
Action 2 : Préparer un plan d'action et un calendrier pour respecter les accords de l'OMC	Moyenne	Ministères du commerce et de l'industrie, de la justice, des relations extérieures et des finances, CCIB.	Le plus rapidement possible	Achèvement du plan d'action et du calendrier de correction des distorsions identifiées	Expert international sur les accords de l'OMC + formation		
Action 3 : Respecter les accords de l'OMC.	Moyenne	Ministères du commerce, de la justice, des relations extérieures et des finances	Le plus rapidement possible	Respect des accords de l'OMC. Mesures visant à étendre la portée des consolidations tarifaires ; réduction de l'écart entre les tarifs consolidés et tarifs appliqués ; mise en oeuvre des textes de l'OMC relatifs à l'évaluation en douane ; et adoption des normes en tant que mesure prioritaire à court terme	Expert international sur les accords de l'OMC + formation		
Action 4 : Former le personnel et sensibiliser les institutions, les associations professionnelles et la société civile en ce qui concerne l'OMC	Élevée	Ministères du commerce, de la justice, des relations extérieures et des finances, CCIB	Le plus rapidement possible; pendant trois mois	Le personnel termine le programme de formation ; création et sensibilisation des institutions pertinentes	Expert en formation en ce sur les accords de l'OMC + formation		

Mesures proposées	Priorité	Institutions et organismes responsables	Calendrier proposé	Indicateurs de suivi	Type d'assistance	Existante	À fournir
Action 5 : Promouvoir les exportations vers l'UE pour bénéficier davantage du programme EBA	Moyenne	Ministère du commerce	Prochaines années	Exportations vers l'UE	Négociations/ Consultations avec l'UE	UE	
Action 6 : Promouvoir les exportations vers les États-Unis pour bénéficier davantage de l'AGOA	Moyenne	Ministère du commerce, CCIB	Prochaines années	Exportations vers les États-Unis : textiles et vêtements surtout	Négociations/ Consultations avec l'USAID	USAID	